Bibliothèque des IDÉES

Le passage à l'Europe

Histoire d'un commencement

par

LUUK VAN MIDDELAAR

Traduit du néerlandais (Pays-Bas)
par Daniel Cunin et Olivier Vanwersch-Cot

nrf
Éditions Gallimard

Extrait de la publication

Bibliothèque des Idées

Extrait de la publication

LUUK VAN MIDDELAAR

LE PASSAGE À L'EUROPE

HISTOIRE D'UN COMMENCEMENT

Traduit du néerlandais (Pays-Bas)
par Daniel Cunin et Olivier Vanwersch-Cot

Ouvrage traduit avec le concours
de la Fondation des lettres néerlandaises

GALLIMARD

Nederlands
letterenfonds
dutch foundation
for literature

L'ouvrage est la traduction d'une version revue et actualisée
de l'édition originale en néerlandais de 2009, Groningen, Historische Uitgeverij

DE PASSAGE NAAR EUROPA.
GESCHIEDENIS VAN EEN BEGIN

© Luuk van Middelaar, 2009.
© Éditions Gallimard, 2012, pour la traduction française.

Extrait de la publication

Il faudra pourtant accepter une bataille ? dit le prince André.

— Sans doute il le faudra, si tous le désirent, mais, je te le répète, rien ne vaut ces deux soldats qui s'appellent le temps et la patience ; ceux-là arriveront à tout.

TOLSTOÏ, *Guerre et Paix*

Extrait de la publication

Extrait de la publication

AVANT-PROPOS

Le présent livre se veut le récit de la naissance de l'Europe politique. Il évite tout esprit partisan : ni pour ni contre. La meilleure philosophie politique est à mon avis celle que pratiquaient Machiavel, Montesquieu ou Tocqueville : non pas une pensée normative à prétention universelle, mais une réflexion sur la condition politique s'appuyant sur l'expérience — souvent personnelle — des réalités de l'époque.

Les euro-enthousiastes qui espèrent lire dans ces pages que seuls Commission et Parlement doivent être renforcés pour améliorer leur « efficacité » et leur « légitimité » risquent d'être déçus. Tout comme les eurosceptiques qui cherchent de nouvelles preuves des « violations » de la souveraineté nationale par un super-État. Les uns et les autres sont peut-être victimes du même malentendu. Qu'ils le déplorent ou s'en réjouissent, ils semblent croire que le jeu européen se joue avant tout sur les terrains bruxellois. Or la politique européenne pénètre jusqu'au cœur des gouvernements, parlements, juridictions et populations de tous les États membres et s'y rénove. Le cercle des États précède l'Union.

Considéré sous un autre angle, ce livre est néanmoins intégralement politique. Il s'efforce de bousculer les mots. Il entend situer notre place dans le temps et l'espace ; il cherche à rendre visible la marche de l'Histoire dans le flux des expériences présentes.

Alors que la crise financière ébranle aujourd'hui la monnaie unique, cœur matériel et symbolique de l'Europe politique, il est

Extrait de la publication

urgent de savoir comment celle-ci sortira de cette épreuve. La turbulence en cours obligera-t-elle les États membres à faire des pas vers un « vrai » gouvernement européen, à effectuer ce « saut fédéral » ardemment souhaité par les uns et si décrié par les autres ? L'intense activité politique qui vise à dompter les difficultés présentes sera-t-elle au contraire le prélude de la fin, un dernier feu d'artifice avant que la nuit ne s'installe sur l'Union des 27 ? Ni la première ni la seconde de ces hypothèses, sera-t-on tenté d'avancer sur la base du récit qui suit. Pas d'éclatement, puisque l'Europe est coriace ; pas de révolution, puisqu'elle est patiente. La genèse d'un ordre politique européen, même si elle se nourrit de crises et de drames, est un événement lent qui emprunte des chemins échappant aux idées préconçues.

Il se trouve que j'assiste à la crise de l'euro depuis un poste d'observation privilégié. Le 1er janvier 2010, quelques semaines avant que l'affaire grecque n'apparaisse au grand jour, j'ai abandonné mon statut d'auteur indépendant pour devenir la plume du premier président stable du Conseil européen. Il préparait son premier sommet au cours duquel les 27 chefs d'État ou de gouvernement s'apprêtaient à parler emploi et croissance. L'incapacité imminente d'Athènes à financer sa dette chamboula le programme. Le matin du 11 février 2010, alors que ce sommet-baptême avait officiellement commencé, celui qui devait le présider se trouvait encore dans son bureau (à trente pas du mien), enfermé à sa surprise avec le Premier ministre grec, la chancelière allemande et le président français afin de trouver un accord à même de rassurer simultanément les marchés, les manifestants grecs et l'opinion publique allemande, sans pour autant remettre en cause la cohérence européenne. Un redoutable cahier des charges.

Ce livre présente la mise à jour d'une édition parue au printemps 2009 en néerlandais. Fallait-il tout reprendre maintenant qu'une tempête sévit et change brutalement le climat ? Non, puisque la façon dont l'Europe répond aux événements et grands chocs est justement l'enjeu principal du récit. La crise de l'euro a été à cet égard un « test grandeur nature », inespéré, si j'ose dire. Les mésaventures et évolutions en cours depuis 2010 rendent plus visible et plus palpable que jamais la véritable nature politique de l'Union que j'ai souhaité éclairer.

Extrait de la publication

À commencer par ce trait fondamental : les motifs politiques du vivre-ensemble dament en dernier ressort le pion aux intérêts économiques. (Une évidence, aurait-on voulu croire, mais quiconque lit les commentaires suscités par la crise constate que tel n'est pas le cas.) Bien sûr, l'argent joue un rôle important dans les négociations entre pays sur les dettes, les banques ou les fonds de sauvetage. Toutefois, le choix *préalable* de sauvegarder la monnaie unique est d'un autre ordre — comme l'a été celui de l'instituer, à la suite de ce grand événement que fut la chute du mur de Berlin. Ce choix puise en des sources plus profondes que le seul inconvénient des coûts financiers d'un abandon de l'euro ; il relève pour l'Allemagne, la France et d'autres pays d'un rapport à l'Histoire, de leur propre place sur le continent, d'une vision de l'avenir : il est impensable de briser le cercle européen. Certes, de tels motifs proprement politiques ne « parlent » nullement à la logique des marchés. Cette incompréhension nourrit elle-même la crise, tout comme l'incompatibilité entre temporalités qui l'accompagne, cette disproportion entre instantanéité du clic de souris d'un trader et longue procédure législative à 27 pays. Ainsi, l'Union se met elle-même à l'épreuve. Ne parvenant pas à convaincre de sa volonté profonde de survie, elle se voit poussée vers une zone à haut risque, à croire qu'elle attend de se faire du mal pour redécouvrir et réarticuler sa raison d'être primaire, et y puiser des ressources souvent inattendues.

Outre ce trait fondamental, annonçons trois lignes de force traversant l'histoire de l'Union qui sont à l'œuvre dans la crise actuelle : une capacité invraisemblable à se renouveler, l'implication malgré eux des chefs de gouvernement, l'éveil à rebours du public.

Première ligne de force : l'extraordinaire capacité de l'Union à se métamorphoser sous la pression des événements. Dans la tourmente grecque, des certitudes se dissolvent, des « tabous » et « lignes rouges » se trouvent transgressés. Prémices d'un Trésor européen, refonte des règles budgétaires, institutionnalisation des sommets de la zone euro, mise sous tutelle financière de trois pays membres, fonds de sauvetage à hauteur de 750 milliards d'euros, révision envisagée du traité de Lisbonne (lequel était censé servir pour au moins une génération), sans compter un

débat public dans plusieurs pays sur la question de savoir s'il convient d'aller plus loin encore. Entraînée par la nécessité et l'urgence, secouée par un conflit d'intérêts et de cultures politiques sans que personne ne puisse revendiquer la paternité d'un plan ou d'une vision d'ensemble, l'Union absorbe le choc et en ressort profondément renouvelée. Bien évidemment, la confusion dans laquelle tout cela se déroule et le mécontentement que suscitent en général les compromis successifs ne permettent guère de prendre la mesure de l'exploit que cela représente.

Une telle métamorphose est remarquable étant donné l'ancrage originel de l'Europe dans un système de règles. C'est en effet grâce à un traité et des institutions que les États fondateurs ont souhaité redonner de la civilité et de la prévisibilité à leurs relations mutuelles. Méthode appropriée, voire visionnaire, après la guerre de 1914-1945. La stratégie consistant à se lier mutuellement les mains sur un terrain économique donné bute cependant sur des limites quand il est question d'affronter des situations imprévues et d'*agir ensemble*. Aucun projet, aucun traité ne pourra anticiper la pleine créativité de l'Histoire, et encore moins préparer des réponses adéquates. D'où la dynamique, tout au long des six dernières décennies, entre le désir de certitude et le besoin d'affronter le changement, ou encore entre un respect « allemand » pour la loi et une aspiration « française » à l'action politique. La façon dont, en 2010, la clause dite de non-renflouement, sacrée à Berlin et incomprise à Paris, fut contournée afin de venir en aide à Athènes (on ajouta deux phrases au traité), constitue un parfait exemple de cette dialectique européenne de la règle et de l'événement.

Deuxième ligne de force : l'implication progressive des dirigeants nationaux. L'Europe ne se développe pas uniquement en conférant plus de pouvoir aux institutions bruxelloises ; elle oblige aussi les acteurs politiques nationaux à assumer plus de responsabilités. Dans la tempête financière actuelle, ce sont les chefs d'État ou de gouvernement qui prennent en charge de façon très visible la « gestion de crise » : sommets d'urgence de la zone euro, coups de fils médiatisés entre dirigeants à propos de leurs dettes, cela alors que plusieurs des dirigeants en question auraient préféré voir la patate chaude rester dans les mains des ministres

Extrait de la publication

des Finances. Au sein des cercles bruxellois, on décèle dans cette évolution une prise de pouvoir des États vis-à-vis des institutions : interprétation un tantinet simpliste. Le rôle accru des chefs de l'exécutif dans les affaires communes signifie qu'à travers la monnaie, l'Europe est vraiment arrivée au cœur de la vie politique nationale ; plus d'un gouvernement y joue sa survie. Qui, sinon le Premier ministre grec, aurait dû défendre les mesures d'austérité dans son propre pays ? Qui, sinon la chancelière allemande, aurait dû convaincre son opinion publique de venir en aide aux pays en difficulté ? Quand les décisions concernent les fondements de la monnaie, le sort de l'économie nationale ou des sommes immenses en garantie, il est normal que la responsabilité soit assumée par un chef de gouvernement qui s'entretient et négocie avec ses confrères. Au lieu de déplorer cet engagement en y voyant un recul de la vraie foi « communautaire », il convient de l'envisager comme un signe de l'avancement de ce qui est devenu, par la force des choses, une aventure partagée.

Cela nous amène à la troisième ligne de force : l'éveil à rebours du public. C'est la capacité politique de convaincre les opinions publiques qui déterminera *in fine* l'issue de la crise. Depuis soixante ans, on essaie d'intéresser les gens à l'Europe : drapeau et hymne, élections directes d'un parlement, subventions, libre circulation et autres avantages. La plupart de ces efforts n'ont récolté que de l'indifférence quand ce n'est pas de l'ennui, parfois de l'indignation, beaucoup plus rarement de la gratitude. Paradoxe de la crise de l'euro : d'un côté elle exacerbe des tensions nationales, entre pays créditeurs et pays débiteurs notamment, minant ainsi tous ces gentils efforts pour créer des « Européens », mais de l'autre côté, elle produit une situation inédite et surprenante : jamais depuis 1945 les populations n'ont été aussi conscientes de partager une destinée commune. Personne au sein de la zone euro n'ignore désormais que fraudes grecques, bulles irlandaises et dette italienne peuvent affecter l'emploi, la retraite ou l'épargne de chacun. Interdépendance économique, mais interdépendance politique également : à un moment donné, en 2011, un vote du parlement slovaque sur l'euro a fait la une de la presse dans toute l'Europe, tout comme auparavant les exigences contenues dans un accord de coalition en Finlande, le résultat

d'un scrutin régional en Allemagne ou l'annonce d'un référendum en Grèce… La chose publique européenne existe, mais elle s'articule avant tout à travers des débats nationaux. Pourrait-on proposer, à ceux qui voient dans ces évolutions une « renationalisation de la politique européenne » — horreur qui rappelle à ces beaux esprits les années 1930 —, de considérer un instant que l'Europe n'est pas seulement « Bruxelles » mais un ensemble d'États membres, et de voir dans le phénomène qu'ils décrient une « européanisation de la politique nationale » plutôt bienvenue ?

Ce livre résulte de la conviction que la manière de parler de l'Europe est en partie responsable du désintérêt qu'on observe à son sujet. D'où le choix, pour des raisons tant littéraires que politiques, de bannir résolument tout jargon. Par exemple, le lecteur ne trouvera, hors les notes, *aucun acronyme*, ces abréviations imprononçables qui sont la marque de fabrique des manuels de droit et de politique. Au lieu d'écrire UE (voyez la différence), on dira : l'Union. Et cætera. Une approche qui s'est imposée d'autant plus facilement que *Le Passage à l'Europe* ne cherche pas à prouver aux spécialistes ce qu'ils savent déjà. Même s'il évoque évidemment le traité et le système institutionnel, il n'est en rien le livre d'un juriste ou d'un politologue. Bien plutôt celui d'un philosophe et historien qui considère que la vérité de la politique ne peut se comprendre que dans le temps.

Ma « rencontre » avec l'Europe explique certaines particularités de la démarche. L'épisode premier remonte à l'époque où j'étudiais la philosophie politique à Paris. Un matin de mars 2001, je devais prendre le train à Bruxelles pour aller déjeuner avec le commissaire néerlandais alors en poste. J'avais emporté de la lecture pour l'heure et demie à passer dans le train : le petit *Que sais-je ?* intitulé *L'Union européenne*. Cent vingt-huit pages pour absorber *in extremis* les acronymes bruxellois, me repérer dans la jungle institutionnelle et m'initier aux arcanes du « déficit démocratique ». Un an plus tard, je commençais un stage de recherche dans le cabinet de ce commissaire européen. Enchaînant différentes fonctions, je devais rester à Bruxelles deux années, assez longtemps pour apprendre le langage des initiés.

Mon séjour fut aussi un temps d'éducation politique. Les

Extrait de la publication

codes implicites, les doubles ou triples fonds décelables derrière chaque parole et chaque acte, les rivalités institutionnelles, les conflits vitaux pour avoir telle chaise à telle table des négociations, les fuites dans la presse, le jeu avec le temps et les délais : pour saisir l'importance de tout cela, mieux vaut être sur place. Le sentiment ambiant qu'on travaillait pour la bonne cause n'a pas manqué de me frapper. La Commission s'adressait alors au grand public dans des communiqués de presse, brochures et campagnes d'information vantant les mérites de l'« Europe sans frontières », de la « solidarité », de la « fin de la division européenne ». On tenait aussi au public imaginaire des « citoyens de l'Union » des discours édifiants sans en attendre aucune réponse.

Cette désinvolture vis-à-vis du public, les référendums français et néerlandais sur le traité constitutionnel du printemps 2005 m'ont permis d'en mesurer les effets dans une autre perspective. Je travaillais entre-temps comme conseiller du président du groupe libéral au parlement néerlandais. Dès mon arrivée à La Haye, la perception qu'ont les hommes politiques néerlandais de l'Europe m'a étonné : dans leur esprit, il s'agit d'une puissance occupante. La tension entre politique européenne et grand public a donc son pendant entre les deux mondes politiques.

J'ai abordé l'écriture de ce livre avec une intuition initiale : bien des récits et analyses disponibles sur l'Europe passent à côté de l'essentiel. Il me paraissait souhaitable de leur substituer un discours neuf. Je voulais établir une liaison entre le monde intérieur bruxellois et la longue histoire des individus et des États du continent. Comment au juste ? je ne le savais pas encore. La pensée se sert de mots et de concepts préexistants. On peut certes les réajuster et les recombiner à l'infini — comme le font de zélés spécialistes —, mais les significations figées dont ils sont porteurs continuent à gouverner la pensée. La première condition pour découvrir du nouveau consiste à renoncer à ce qu'on croit savoir. Sans quoi le langage nous joue des tours. Mais comment ne pas se perdre quand on tente de donner forme à une intuition ?

Si l'Histoire s'arrêtait, la politique perdrait toute nécessité. La politique est l'instrument au moyen duquel les gens essayent d'avoir prise collectivement sur le cours ininterrompu de

Extrait de la publication

l'Histoire. Impossible donc de la comprendre hors du *temps* — ce grand pourvoyeur de changements —, et de l'*expérience* du temps. Voilà les guides que j'avais trouvés pour échapper à la routine des mots et des significations convenues. Écrire sans jamais perdre de vue les deux dimensions essentielles de l'Histoire : le temps et l'expérience. Jamais le lièvre empaillé que nous regardons dans une vitrine ne nous racontera comment il se procurait de la nourriture et bondissait dans les bois ; pour qui cherche à comprendre l'évolution et le fonctionnement d'un système politique, les schémas et autres diagrammes qui valent à l'instant *t* sont tout aussi peu loquaces. Bien sûr, nous pouvons dire : « voici le museau et voilà les pattes », ou bien : « voici les électeurs et voilà le tribunal », mais nous passerons toujours à côté du ressort qui rend la vie si captivante : l'incessant défilé des situations poussant à l'action.

« Vivre longtemps permet à l'homme d'accumuler les expériences », écrivait l'ex-chancelier Adenauer à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, deux ans après avoir quitté l'arène politique. « L'expérience dirige la pensée et l'action ; rien ne saurait la remplacer, moins encore en politique, pas même une intelligence innée. »

Cherchant à relater les commencements d'une histoire, ce livre expose les démarches de ceux qui font et peuplent l'Europe politique ; les politiciens et diplomates nationaux, actifs à divers titres sur la scène européenne, les commissaires, parlementaires, fonctionnaires et juges des différentes institutions. Leurs traces sont inscrites dans les discours et débats, les mémoires ou les propos rapportés par les journalistes et les historiens. J'utilise aussi mes propres observations récoltées dans les coulisses et les conversations que j'ai pu avoir avec plusieurs acteurs chevronnés.

L'Europe s'est constituée à partir d'un traité et des nombreuses décisions qui ont suivi ; elle est l'aboutissement sur le papier de négociations entre gouvernements. La langue juridique fait partie intégrante de son être. On peut considérer ces accords comme une donnée — autant de normes juridiques respectables ou de règles exaspérantes. Mais on peut également, tel un archéologue, tenter de mettre au jour les événements et les affrontements qui les ont précédés. Les traités et les déclarations officielles résultent

Extrait de la publication

en partie de la cristallisation de rapports et de désirs politiques. Chaque mot est lourd de sens, par exemple la dénomination d'une institution (Assemblée ou Parlement), l'appellation choisie par le cercle des États pour s'autodésigner (Communauté ou Union), ou les articles des traités qui précisent la qualité de ceux qui ont le droit de s'asseoir à la table. Le trésor d'expérience politique caché dans le vocabulaire juridique européen peut ainsi être mis en lumière, illustrant en cela le conseil du moraliste français Joubert selon lequel il convient de voir « dans les plus petits objets les plus grands rapports ».

La force des schémas de pensée dominants est telle que, quand ils n'empêchent pas un nouveau récit de surgir, ils le soustraient à notre vue. Pourtant, il me semblait maladroit de m'attaquer directement à eux car cela n'aurait fait que confirmer leur puissance. J'ai préféré suivre la suggestion du philosophe américain Richard Rorty : « La bonne philosophie se limite rarement à l'exposition des arguments pour ou contre une proposition. En général, elle consiste en un combat, implicite ou explicite, entre un vocabulaire ossifié et un vocabulaire en formation dont on devine les promesses. » La suite du propos de cet auteur résume parfaitement l'ambition qui m'a animé : « Je ne vais donner aucun argument contre le vocabulaire dont je veux me débarrasser. Je préfère essayer de rendre attrayant celui que je préconise en montrant comment on peut l'utiliser pour décrire toutes sortes de sujets. »

Le Passage à l'Europe raconte comment un ensemble d'États européens s'efforce de devenir l'expression politique du continent, comment ce corps politique en évolution est né, comment il change de forme, remplit un certain espace, se cherche une voix et souffre d'un manque d'oxygène public. J'emploie le mot « passage » pour trois raisons. Pour évoquer un mouvement dans le temps et dans une certaine direction, pour éviter les inconvénients des termes habituels (« intégration », « construction »), et enfin pour souligner une analogie entre les métamorphoses de ce corps politique et les « rites de passage ». Ces rites, ces pratiques cérémonielles qui assurent une continuité symbolique dans les moments de rupture d'une vie individuelle (naissance,

baptême, mariage, couronnement…), Arnold Van Gennep les a analysés il y a un siècle en aiguisant notre regard à propos des formes intermédiaires à même de lier un stade à un autre. D'où le rôle de premier plan que jouent dans notre *Passage* les entre-deux que sont le seuil, la porte ou le pont, symboles figurant d'ailleurs sur les billets en euros ; d'où l'importance — qui se révèle capitale — qu'il y a à distinguer entre un pas et un saut ; d'où l'attention qu'il convient de porter aux noms et au fait de rebaptiser instances et institutions.

Histoire d'un commencement : ce livre l'est parce qu'il scrute une genèse lente, poussée par les événements, sans chercher à fournir le dernier mot. L'Europe ne se réduit pas à quelques kilomètres carrés de bâtiments à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. L'Europe est à un passage. Et nous avec elle.

Forest, 9 novembre 2011

Extrait de la publication

SOMMAIRE

PROLOGUE 21
Trois discours européens 21
Trois sphères européennes 37

PREMIÈRE PARTIE
LE SECRET DE LA TABLE

I. L'enjambement 81
II. Le bond 139
III. Le pont 161

DEUXIÈME PARTIE
LES CAPRICES DE LA FORTUNE

IV. Réunion à Six (1950-1957) 217
V. L'attente dans la Communauté (1958-1989) 248
VI. Agir comme Union (1989-aujourd'hui) 281

TROISIÈME PARTIE
LA QUÊTE DE PUBLIC

VII. La stratégie allemande ou l'art de fabriquer une nation 345
VIII. La stratégie romaine ou l'art de s'attacher les clients 385
IX. La stratégie grecque ou l'art de séduire le chœur 415

À SUIVRE... 469

Extrait de la publication

Extrait de la publication

PROLOGUE

> Le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer.
>
> Michel FOUCAULT, *L'Ordre du discours*

1. TROIS DISCOURS EUROPÉENS

Palabres sur l'Europe entre experts, conversations de comptoir bougonnes sur les réglementations bruxelloises, cours magistral de droit de l'environnement, chroniques politiques dans la presse : les paroles éphémères sur la forme que revêt l'Europe font partie du combat politique auquel celle-ci donne lieu. Les bavardages ne sont pas innocents. Comme le dit Foucault, le discours ne traduit pas simplement les luttes, il en est un des enjeux.

Les événements politiques échappent à toute terminologie « scientifique » neutre. Les Belges constituent-ils une « nation » ? La Russie est-elle une « démocratie » ? Londres et Ankara sont-elles en « Europe » ? Ces questions, à l'inverse d'autres telles que : Le soleil est-il une étoile ? L'homme est-il un mammifère ? on ne saurait les trancher au cours d'un congrès scientifique. Cela

ne signifie pas pour autant que quiconque refuse d'être un idéologue au service de l'une ou l'autre des causes politiques soit condamné au silence.

Parfois, c'est le temps qui offre une issue. Prenons le conflit franco-algérien (1954-1962). Pour des Algériens, il s'agissait d'une « guerre d'indépendance », pour Paris d'une « guerre civile » : deux positions à l'évidence inconciliables. C'est l'issue historique qui a donné raison aux premiers. Entre-temps, les Français reconnaissent eux aussi qu'il s'agissait d'une « guerre d'indépendance ». La guerre entre les États américains du Nord et ceux du Sud (1861-1865) a connu un tout autre dénouement : le pouvoir central en place l'ayant emporté, on en est resté à une « guerre civile ».

Le sujet dont traite ce livre n'a pas encore connu son dénouement. Les rapports qu'entretient l'ensemble européen avec les États membres (première partie), le monde extérieur (deuxième partie) et les individus (troisième partie) ne sont pas encore cristallisés. Convient-il dès lors de surseoir à tout jugement ? Non, car deux voies s'offrent à nous. Tout d'abord, il est possible de procéder à la meilleure lecture possible du temps qui s'est écoulé, des faits et événements des soixante-cinq dernières années — sans perdre de vue qu'on se trouve dans un champ historique en évolution. C'est cela qui constitue l'essentiel de cette étude. En second lieu, il est possible de dresser la carte des discours politiques qui s'affrontent, de considérer leurs forces et faiblesses ainsi que l'emploi qui en est fait. Une démarche qu'esquisse la présente introduction, afin d'échapper à l'idée naïve selon laquelle le vocabulaire politique ferait référence à une réalité qui serait hors de lui.

États, Citoyens, Bureaux

Dans les flux de paroles ayant trait à la politique européenne, on peut distinguer trois discours idéologiques. Désignons-les sous les appellations suivantes : « Europe des États », « Europe des Citoyens » et « Europe des Bureaux ». Qui correspondent à

2. APRÈS LES TOURS JUMELLES 311
La fin de la fin de l'Histoire 312
À la tête de la table 315

TROISIÈME PARTIE
LA QUÊTE DE PUBLIC

« La chasse aux applaudissements » 327
« NOUS ACCEPTONS » 327
TROIS STRATÉGIES 340

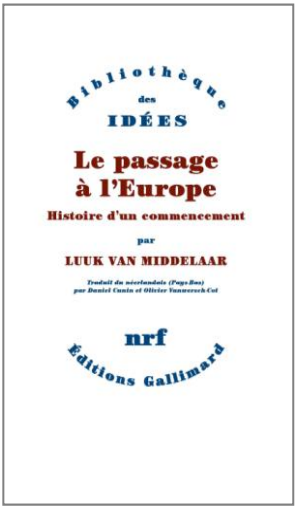
VII. La stratégie allemande ou l'art de fabriquer une nation 345
1. COMMENT DEVENIR UN ? 347
Politique culturelle 351
Drapeau 356
Panthéon 361
Argent 364
2. POURQUOI SOMMES-NOUS ENSEMBLE ? 373

VIII. La stratégie romaine ou l'art de s'attacher les clients 385
1. DROITS ET LIBERTÉS 388
2. PROTECTION 398
Sécurité matérielle 398
Redistribution et solidarité 402
Résultats 408
3. SONDAGES D'OPINION 411

IX. La stratégie grecque ou l'art de séduire le chœur 415
1. À UNE VOIX 417
Un « Parlement » 421
Élections 428
Citoyenneté politique 434
Une constitution 437
2. À PLUSIEURS VOIX 441
Élection du Conseil européen et du Conseil 442
Référendums et fondement de l'appartenance 446
Un sénat 449
3. DRAME 454

À SUIVRE… 469

Extrait de la publication



Le passage à l'Europe.
Histoire d'un commencement
Luuk van Middelaar

Cette édition électronique du livre
Le passage à l'Europe. Histoire d'un commencement
de Luuk van Middelaar
a été réalisée le 20 juin 2013
par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070130337 - Numéro d'édition : 176947).
Code Sodis : N44847 - ISBN : 9782072414107
Numéro d'édition : 230099.

Extrait de la publication